



DECLARATION DE LA COMMISSION EXECUTIVE

La commission exécutive de la fédération **FO** des personnels civils du ministère de la Défense, des industries d'armement et des secteurs assimilés, réunie les 15 et 16 mai 2018, apporte son soutien à la fédération **FO** Cheminots et plus largement aux personnels de la SNCF engagés depuis plusieurs semaines dans des actions de grève pour la sauvegarde de leur statut, de leurs garanties collectives, pour le maintien d'un service public des transports ferroviaires de qualité et garant de l'égalité des citoyens en la matière.

Par ailleurs, la commission exécutive de la fédération **FO** Défense appelle l'ensemble des personnels civils, fonctionnaires, ouvriers de l'Etat, contractuels du ministère des Armées et des entreprises nationalisées à répondre massivement aux appels à la grève et aux manifestations le 22 mai 2018 lancés par l'Union Interfédérale **FO** des Agents de la Fonction Publique (UIAFP), la Fédération Générale **FO** des Fonctionnaires (FGF) et la fédération **FO** de la Défense.

Après le gel des rémunérations, le rétablissement du jour de carence, la mauvaise compensation de la hausse de la CSG ou encore le report des timides mesures du protocole PPCR alors que ses aspects néfastes sont déjà en application, les annonces du gouvernement le 1^{er} février dernier dans le cadre de plan CAP 2022 ne laissent guère de doutes quant aux objectifs affichés : recours accru au contrat en lieu et place du statut, suppression des CHSCT fusionnés avec les Comités techniques, refonte complète des CAP, etc...

Pour la commission exécutive de la fédération **Force Ouvrière** de la Défense, ces mesures sont inacceptables et sont annonciatrices d'une destruction du statut général et des statuts particuliers. Le maintien d'un service public de qualité au service des citoyens ne peut pas passer par la déréglementation d'une part et par une diminution des garanties collectives des agents d'autre part.

Paris, le 16 mai 2018